

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Formalisation-du-consensus-de-Buenos-Aires-par-Kirchner-et-Lula>

Formalisation du « consensus de Buenos Aires » par Kirchner et Lula

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : jeudi 16 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par E.L.

El Correo de la Diaspora Argentine

Paris, 16 octobre 2003

Les présidents argentins Nestor Kirchner et brésilien Luiz Inacio Lula da Silva ont signé à Buenos Aires un document formalisant leur conception commune de l'action gouvernementale, avec l'instauration d'un "droit au développement" parmi les droits fondamentaux de leurs peuples.

Le "consensus de Buenos Aires", en 22 points, recommande le renforcement du Mercosur, la mise en oeuvre de politiques gouvernementales favorisant la croissance économique et une gestion de la dette externe compatible avec la réduction de la pauvreté et le développement de l'éducation.

Leur "grande convergence d'idées" représente la principale nouveauté dans les relations bilatérales, a relevé le ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorim. Leur rencontre "est un rendez-vous entre deux leaders réformistes", qui se sont "éloignés de la pensée unique" de la décennie écoulée, a-t-il dit au journal Clarin.

Dans leur texte, les deux chefs d'Etat s'engagent ainsi "à mettre en oeuvre des politiques publiques visant à une croissance économique soutenue et à une juste répartition de ses bénéfices, en privilégiant des dispositions fiscales plus justes".

Pour eux, "la gestion de la dette publique doit avoir pour horizon la création de richesse et de postes de travail, la protection de l'épargne, la réduction de la pauvreté, le développement de l'éducation et de la santé et la possibilité d'appliquer des politiques soutenables de développement économique et social".

Le document affirme également le refus de l'assistentialisme comme stratégie de lutte contre la pauvreté. Les plans d'aide sociale sont "un palliatif obligé" mais "ils ne doivent pas conduire à la cristallisation d'une société divisée entre ceux qui ont du travail. Il prescrit une "professionnalisation" de l'administration publique, pour améliorer son efficacité et sa capacité de réponse.

Et rappelle "leur profonde conviction que le Mercosur n'est pas seulement un bloc commercial mais qu'il constitue aussi un espace pour catalyser des valeurs, des traditions et un futur partagé". Pour eux, l'intégration régionale est "une option stratégique pour insérer nos pays dans le monde, en augmentant leur pouvoir de négociation".